



Amélioration de la santé procréative et réduction des risques de la maternité

L'accès à la médecine de la procréation est d'une importance clé pour réduire la mortalité maternelle, améliorer la santé maternelle et autonomiser les femmes, ainsi que l'a déclaré le plus grand groupe de dirigeants mondiaux jamais assemblé, lors du Sommet mondial 2005.

Dans le monde, plus d'un demi million de femmes meurent chaque année de complications de l'accouchement et de la grossesse. Le sida fait trois millions de victimes. Au total, les maladies et les décès dus à la mauvaise santé en matière de reproduction représentent un cinquième du fardeau mondial de la maladie et près d'un tiers chez les femmes.

Cette année, les dirigeants du monde entier se sont engagés en faveur du changement. « Ce qui est un progrès pour les femmes est un progrès pour tous », ont-ils déclaré lors du Sommet mondial 2005, cinq ans après la Déclaration du Millénaire. Ils ont réaffirmé la nécessité de maintenir l'égalité des sexes, la lutte contre le VIH/sida et la santé maternelle en place prioritaire à l'ordre du jour mondial. Ils ont reconnu que la santé en matière de procréation se situe au cœur des efforts visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et que la réalisation de chacun de ces objectifs en dépend.

PROMOTION DE LA PLANIFICATION FAMILIALE

La planification familiale sauve des vies. À l'heure actuelle, 200 millions de femmes qui ont besoin de services de contraception efficaces et sans danger n'y ont pas accès. Si cet accès leur était offert, il serait possible d'éviter plus de 100 000 décès maternels par an, soit un cinquième du chiffre annuel mondial. En outre, quand les femmes peuvent planifier et espacer les grossesses, les familles sont moins nombreuses, plus prospères et les enfants sont en meilleure santé et mieux éduqués.

- La Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) a révolutionné l'accès des femmes aux informations et aux services de santé en matière de procréation, y compris pour la planification familiale qui figure en bonne place dans de nombreux programmes appuyés par l'UNFPA. En Arménie, un projet polyvalent a mis l'accent sur l'intégration d'une gamme de services multiples, depuis la planification familiale jusqu'à la prévention du VIH. Au Népal, l'UNFPA a renforcé des groupes de mères pour aider les femmes à prendre l'initiative de demander des services de planification familiale et d'autres services de santé. Aux Philippines, grâce à l'appui du Fonds, les services offerts aux Centres de naissance et au Forum prénatal de Gattaran comprennent à présent la planification familiale, le traitement des infections sexuellement transmises (IST) et la santé maternelle et infantile.
- En Chine, les autorités de Changjiang (province de Hainan) ont signalé une diminution des avortements et une augmentation marquée des accouchements en milieu hospitalier, seulement 16 mois après l'abrogation des règles relatives à l'espacement des naissances dans le cadre d'une initiative pilote appuyée par l'UNFPA. L'accès aux contraceptifs, l'accent mis sur la santé maternelle et le plaidoyer contre la sélection du sexe des enfants à naître ont contribué à ces progrès.
- L'UNFPA a financé la construction de deux entrepôts régionaux de contraceptifs au Swaziland et a identifié des carences en matière de gestion et de sécurité des contraceptifs. Il a également fourni des préservatifs pour protéger des grossesses non désirées ainsi que de l'infection par le VIH et autres IST et a aidé à élaborer une stratégie nationale concernant les préservatifs.

RÉDUIRE LES RISQUES DE LA MATERNITÉ

L'accès de toutes les femmes à la santé en matière de reproduction, y compris à la planification familiale, est le point de départ de la santé maternelle. Cela sauve aussi des vies de femmes. L'UNFPA réduit les risques de la maternité en mettant l'accent sur la planification familiale, la présence de personnel formé à l'accouchement et l'accessibilité des soins obstétricaux d'urgence. L'amélioration de la santé maternelle offre également aux femmes des choix élargis dans le domaine du travail et de l'éducation et leur permet de prendre des décisions dont toute la famille bénéficie.

- Une nouvelle initiative mondiale, le Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile, a été annoncée lors d'un événement parallèle officiel au Sommet mondial 2005. Un groupe de cinq organismes des Nations Unies, dont l'UNFPA, et de multiples autres partenaires, œuvrera en faveur d'engagements et d'actions aux niveaux local et mondial visant à réduire la mortalité maternelle et infantile, à promouvoir la couverture universelle des interventions essentielles et à accroître les allocations de ressources.
- Des services de santé mobiles ont réduit les risques de la maternité dans les villages isolés de la République démocratique populaire lao, où des équipes de six personnes (personnel médical et infirmier, sages-femmes et éducateurs) ont effectué des tournées dans 107 villages des régions les plus pauvres des trois provinces du sud-est du pays. Ce projet appuyé par l'UNFPA a été exécuté avec l'Union des femmes lao et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).
- En Érythrée, des progrès ont été réalisés dans la qualité des soins prénatals, la présence de personnel formé à l'accouchement et l'accès aux interventions de réparation des fistules grâce aux connaissances acquises par 140 infirmières et sages-femmes ayant participé en cours d'emploi à une formation aux soins obstétricaux d'urgence.
- Pour les communautés autochtones de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'UNFPA a continué de cibler la mortalité maternelle et infantile particulièrement élevée au sein de ces groupes, en appliquant des approches culturellement appropriées. Au Panama, l'unité de soins obstétricaux d'urgence de Comarca Ngobe Buglé, la première de la région, dessert à présent 32 communautés autochtones. À Otavalo (Équateur),

le dispensaire de Jambi Huasi offre des services de traitement médical traditionnel et de planification familiale aux descendants des Incas parlant quechua; il a desservi jusqu'à 1 000 personnes par mois en 2005. En Bolivie, un programme d'alphabétisation bilingue ciblant 8 000 femmes autochtones a continué de les informer sur les questions relatives à la santé sexuelle et procréative.

- En Jamaïque, un programme de santé en matière de procréation s'est concentré sur la sensibilisation et la fourniture de services aux handicapés. Cette initiative financée par l'UNFPA a sensibilisé les parents, les agents de santé, les assistants sociaux et les conseillers d'orientation scolaire aux besoins des adolescents handicapés physiques et mentaux. Elle a été exécutée avec le Conseil de la Jamaïque pour les personnes handicapées.
- En Indonésie, des sages-femmes ont tiré parti de microfinancements pour mettre en place en milieu rural un service de transport d'urgence vers les établissements d'obstétrique; cette activité a été entreprise par le *Mother Friendly Movement*, initiative nationale appuyée par l'UNFPA depuis 1997, qui forme des sages-femmes, améliore les centres hospitaliers et sensibilise à la nécessité d'agir rapidement en cas de complications à l'accouchement.

Photo : Richard Stanley



Médecin et patiente au Centre de traitement de la fistule de Babbar Ruga (Nigéria) lors de la « Quinzaine de la fistule », initiative pilote appuyée par l'UNFPA en collaboration avec les autorités fédérales et nationales du Nigéria, Virgin Unite, la Société de la Croix-Rouge nigériane, des professionnels de la santé et des ONG locales.

- C'est au Badakshan (Afghanistan) que le taux de mortalité maternelle est le plus élevé au monde; dans cette province isolée, 40 % des filles se marient avant l'âge de 15 ans. En 2005, l'UNFPA a lancé une campagne pour persuader les mullahs (membres du clergé) de la province à s'exprimer contre le mariage précoce et il a continué de former des agents de santé aux soins obstétriques d'urgence et de dispenser des formations professionnelles pour les filles.

- Les ministres de la santé de l'Union africaine ont approuvé un cadre de politique de santé en matière de procréation pour le continent qui soutiendra la nouvelle Initiative de santé maternelle de l'UNFPA. Cette initiative appuie les pays africains pour accélérer leurs progrès en vue de la réalisation des OMD, par l'élaboration et l'application de plans nationaux de santé maternelle et par l'amplification de la planification familiale, de la fourniture de services médicaux à l'accouchement, des soins obstétriques d'urgence et de l'élimination des fistules obstétricales.
- Des législateurs de 38 pays d'Afrique, réunis au Tchad en mai, ont adopté la Déclaration de N'Djaména par laquelle ils se sont engagés à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer l'accès universel aux soins de santé en matière de procréation d'ici 2015, en tant que mesure contribuant à l'élimination de la pauvreté et à l'inversion de la tendance actuelle du VIH/sida.

ÉLIMINATION DES FISTULES OBSTÉTRICALES

Des soins de santé maternelle appropriés pourraient prévenir les fistules obstétricales et reléguer cette affection dans l'histoire. Causées à l'accouchement par un travail difficile qui se prolonge sans intervention médicale, elles provoquent une incontinence chronique dévastatrice pour la vie de la patiente si elles ne sont pas traitées. La Campagne pour éliminer les fistules menée par l'UNFPA fait progresser la santé maternelle dans plus de 30 pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et de la région des États arabes.

- En février 2005, au cours d'une manifestation spéciale organisée au Nigéria, dite « Quinzaine de la fistule », des activités de plaidoyer, de traitement et de formation ont retenu l'attention locale et mondiale. Des chirurgiens ont opéré 545 femmes porteuses de fistules dans quatre centres médicaux du nord du Nigéria et plus de 100 prestataires de soins locaux ont été formés à la réparation des fistules, aux soins post-opératoires et aux conseils d'accompagnement.
- En Érythrée, en partenariat avec l'UNFPA, une équipe de chirurgiens de l'université de Stanford (États-Unis) a mené des ateliers durant lesquels des dizaines de femmes ont été opérées gratuitement de la fistule, dans le cadre d'un effort soutenu de renforcement des capacités nationales de traitement de la fistule.
- Au Tchad, la Radio rurale a mené une vaste campagne de sensibilisation du public dans les langues locales pour faire connaître la disponibilité de soins de réparation des fistules, mettre fin à la stigmatisation attachée à l'affection et diffuser des témoignages de femmes traitées et guéries. Des dirigeants traditionnels ont participé aux émissions pour expliquer que

les fistules sont traitables et pour informer les auditeurs et auditrices sur les traitements gratuits disponibles.

- En Somalie, une enquête achevée au printemps 2005 a dressé la carte de la fistule obstétricale dans ce pays, dont le système de santé a été dévasté par des années de guerre et où la pratique de la mutilation/coupeure génitale féminine est pratiquement universelle. Une évaluation des besoins menée au Soudan, dont les résultats ont été publiés en février, a constaté que plus de 70 % des femmes porteuses de fistule ne comprennent pas l'affection dont elles souffrent.
- Plus de 100 hauts fonctionnaires des ministères de la santé de 34 pays, réunis en Afrique du Sud à Johannesburg en octobre, ont lancé un « appel à l'action » à l'intention de tous les gouvernements africains, les encourageant à mettre en œuvre d'urgence des programmes de santé maternelle et d'élimination des fistules obstétricales.

SOUTIEN DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES

L'UNFPA œuvre avec une large gamme de partenaires, et notamment avec les intéressés immédiats eux-mêmes, pour assurer le plein développement des jeunes par des programmes participatifs, axés sur les droits, sensibles aux sexospécificités et à la culture, et d'inspiration locale. La moitié de la population du monde a moins de 25 ans.

- Au Kenya, avec l'appui de l'UNFPA, le Programme de pairs-conseillers du diocèse catholique de Nakuru a encouragé les lycéens et les lycéennes à retarder l'activité sexuelle en tant que mesure de prévention de l'infection par le VIH.
 - Les dirigeants traditionnels du Lesotho ont participé plus activement aux programmes de jeunesse en 2005, dans le cadre d'un projet d'éducation par les pairs appuyé par l'UNFPA, en intervenant individuellement, de maison à maison, pour encourager les parents à parler à leurs enfants des questions de santé en matière de procréation.
 - Au Malawi, l'UNFPA a fait équipe avec les Guides et Éclaireuses et de jeunes travailleuses du sexe pour atteindre les jeunes vulnérables non scolarisés. Des pairs-éducateurs ont distribué des préservatifs, diffusé des informations et encouragé le recours aux services de santé en matière de procréation.
 - Près de 2 400 adolescents d'El Salvador ont assisté en 2005 à des ateliers organisés dans 13 municipalités, sur la prévention du VIH/sida, des autres IST et des grossesses non désirées. Des travailleurs de la santé et des parents ont également participé au programme appuyé par l'UNFPA.
 - Au Libéria, où la moitié des filles de 15 ans ont été enceintes au moins une fois, l'UNFPA a dispensé une formation à près de 5 000 adolescentes et adolescents en matière de planification familiale, de prévention du VIH et de violence sexuelle. Par ailleurs, 325 mères adolescentes ont suivi des cours de formation professionnelle et de préparation à la vie quotidienne.
- L'Initiative de la santé en matière de reproduction pour les jeunes d'Asie (RHIYA) a continué de mener sa large gamme d'activités dans sept pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est, avec le soutien de l'UNFPA et de l'Union européenne. Dans le cadre de la coopération avec l'UNFPA dans trois des provinces les plus pauvres de la RDP lao, le Centre de jeunesse de Vientiane a attiré les adolescents auxquels il propose des activités récréatives, puis a traité des questions de santé en matière de procréation et de préparation à la vie quotidienne et a fourni des services dans le premier dispensaire de santé du pays conçu pour les jeunes.
 - En Égypte, quatre centres de santé conviviaux pour les jeunes, établis avec l'appui de l'UNFPA, ont servi de modèle à une organisation non gouvernementale (ONG) affiliée à la Fédération internationale de la planification familiale (IPPF), qui a créé quatre autres centres. Selon une démarche novatrice, ces centres de santé sont implantés à proximité des établissements d'enseignement, associent les jeunes à la planification et à la programmation et encouragent les activités de plaidoyer de dirigeants locaux, de parents et de pairs-éducateurs.
 - En 2005, l'UNFPA a soutenu le Syndicat national des jeunes et étudiants érythréens en contribuant à l'équipement de centres de jeunesse en matériel informatique et à des programmes d'éducation sur la prévention du VIH qui ont atteint 600 000 jeunes militaires et 25 000 autres jeunes par l'intermédiaire de centres de jeunesse.
 - L'UNFPA a collaboré avec les établissements d'enseignement primaire et secondaire de nombreux pays pour inscrire aux programmes d'études les questions relatives à la popula-



Photo : UNFPA-Bénin

La Directrice exécutive de l'UNFPA, Thoraya Ahmed Obaid, lors d'une visite au Bénin dans un camp de réfugiés togolais bénéficiant du soutien du Fonds.

tion et à la vie familiale. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Fonds a déployé ces efforts au niveau du pays entier par des formations d'enseignants, la production de matériels d'information et des campagnes de plaidoyer. Aux Philippines, il a renforcé les curriculums et les capacités des enseignants, des conseillers et des agents de santé scolaires à parler des questions de santé en matière de procréation, au moyen de méthodes de préparation à la vie quotidienne. En Moldova, 35 collègues ruraux ont dispensé des cours d'éducation familiale après un projet pilote d'un an appuyé par l'UNFPA qui a formé des bénévoles communautaires et plus de 100 enseignants, produit des manuels de formation pédagogique et des guides pour les apprenants, et établi un centre de documentation.

- Un partenariat forgé entre l'UNFPA et Family Health International/YouthNet a facilité la participation des jeunes à la révision du programme national de lutte contre le VIH/sida du Botswana. Grâce à cette participation, les points de vue des jeunes ont été pris en considération dans la formulation des politiques, ainsi que dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets.

ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE SEXISTE

Toutes les femmes ont le droit de vivre une vie digne, exempte de peur, de coercition, de violence et de discrimination.

La violence sexiste est l'une des atteintes aux droits de la personne les plus répandues. Elle se manifeste par de nombreuses injustices, telles que la sélection du sexe de l'enfant à naître, la mutilation/coupe génitale féminine et le viol. En 2005, l'UNFPA a continué d'œuvrer avec une large gamme de partenaires aux fins d'éliminer la violence envers les femmes et de promouvoir l'autonomisation des femmes, la responsabilisation des hommes, l'égalité des sexes et la santé et les droits en matière de procréation.

- Des milliers d'officiers de police du Honduras ont reçu, avec l'appui de l'UNFPA, une formation sur la violence intra-familiale; couvrant les aspects juridiques, sociaux et médicaux ainsi que les aspects tabous de la question, qui leur a appris à prendre ce problème au sérieux. L'UNFPA a apporté son concours à des programmes analogues dans une dizaine d'autres pays.
- Tolérance zéro pour le meurtre au nom de l'honneur en Turquie, tel est le message émis par un rapport publié en novembre par l'UNFPA et le Programme des Nations Unies pour le développement intitulé *The Dynamics of Honour Killings in Turkey: Prospects for Action*. La plus grande entreprise médiatique de Turquie, Hurriyet, s'est jointe à l'UNFPA pour combattre la violence à l'égard des femmes par l'entremise des médias ainsi qu'au moyen de conférences et d'une alliance de dirigeants d'entreprises.
- Le premier Forum méditerranéen sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes, parrainé par l'UNFPA et l'Agence canadienne de développement international, a appelé les gouvernements à appliquer les lois nationales ainsi qu'à instaurer d'autres mesures pratiques. Il a eu lieu en novembre à Rabat (Maroc).

- Deux pensionnats islamiques d'Indonésie ont œuvré avec l'UNFPA en 2005 pour établir des centres d'accueil des victimes de violence sexiste. Ce partenariat a également produit des matériels d'information et a introduit l'examen des questions relatives à l'égalité des sexes et à la violence dans les écoles religieuses.

- L'UNFPA a pris part à la campagne annuelle mondiale « 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes ». Au Libéria, des groupes de discussion ont traité de l'exploitation et du viol. Au Népal, des partenariats forgés avec des ONG et les médias ont permis de sensibiliser le public à la question. Au Soudan, les activités organisées à cette occasion ont compris des débats, des représentations théâtrales et des compétitions sportives, ainsi que des spectacles dans les camps de personnes intérieurement déplacées au Darfour, avec le concours de chanteurs, d'artistes et de musiciens soudanais renommés. Au Timor-Leste, le Premier ministre a inauguré une série d'événements nationaux consacrés à l'impact de la violence sur la santé et les droits de la personne des femmes.

- Les femmes souffrent souvent de manière disproportionnée en temps de guerre. En octobre 2005, l'UNFPA et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) ont parrainé à Bucarest (Roumanie) un atelier, le premier en son genre, sur la violence sexuelle lors des conflits armés et des catastrophes. Cet événement a réuni des organismes des Nations Unies, des partenaires et des experts internationaux qui ont examiné les moyens à mettre en œuvre pour réduire l'écart entre la réalité et l'application des dispositions de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité afin de reconnaître spécifiquement l'impact des conflits armés sur les femmes et le rôle de celles-ci dans l'établissement de la paix.

APPROVISIONNEMENT EN FOURNITURES ESSENTIELLES

L'UNFPA s'emploie à faire en sorte que, dans toutes les circonstances où ils en ont besoin, tous les gens aient accès à des produits de santé en matière de procréation de qualité et à un prix abordable. La demande dépasse toujours de beaucoup les fonds disponibles et elle est encore appelée à s'accroître du fait de l'amplification des efforts des pays visant à réaliser les OMD. La fiabilité de l'approvisionnement en ces produits, depuis les contraceptifs jusqu'aux kits d'essai et au matériel destiné aux soins obstétricaux d'urgence, est indispensable pour appuyer les efforts mondiaux déployés dans le domaine du développement.

- L'UNFPA a lancé un nouveau Programme mondial d'amélioration de la sécurité des produits de santé de la reproduction (RHCS) en 2005, dont le principal objectif est de faire fonctionner de catalyseur des efforts dus aux initiatives nationales visant à assurer l'approvisionnement de manière systématique. En sus de remédier aux pénuries immédiates de produits de santé en matière de procréation, le Programme mondial vise à renforcer les capacités nationales à mettre en place des procédures et des mécanismes durables et à promouvoir la fourniture de préservatifs. Les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et de la réforme des Nations Unies, notamment l'appropriation nationale, l'harmonisation des interventions et les partenariats, sont d'une importance primordiale pour assurer le succès de cet effort mondial.

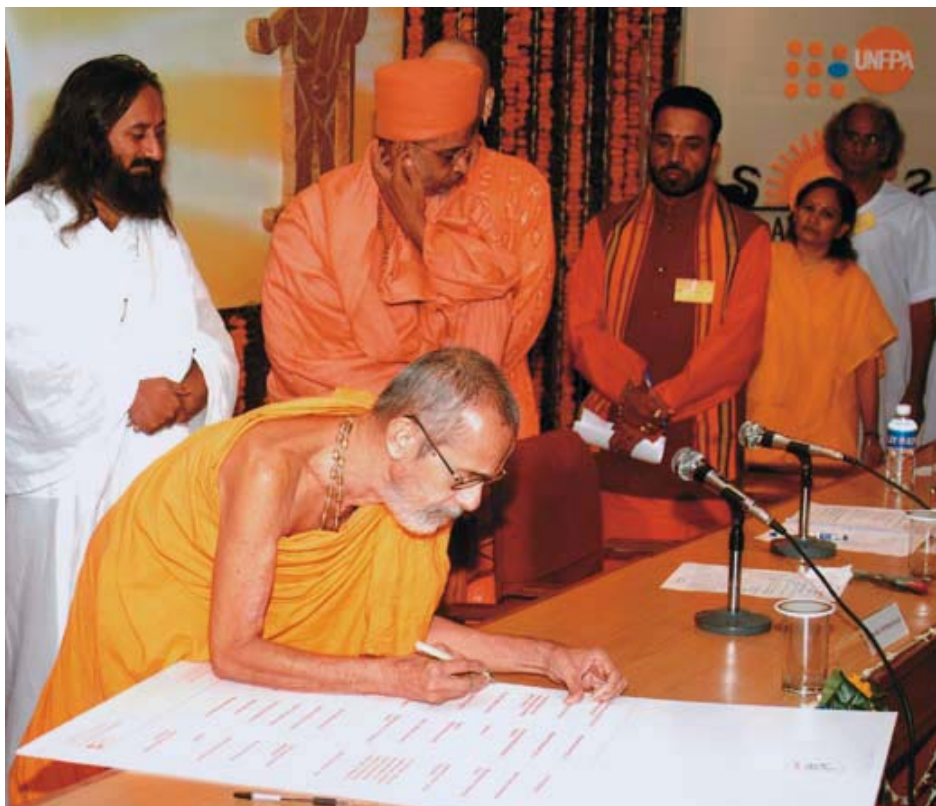
- En 2005, l'UNFPA a investi 60 millions de dollars d'une généreuse contribution ponctuelle de 75 millions de dollars des pays de l'Union européenne, pour combler les manques en matière d'approvisionnement dans près d'une soixantaine de pays. Ainsi, pour la première fois, l'UNFPA ne prévoit-il pas de ruptures de stocks majeures au cours de l'année à venir pour les pays qui font appel au secteur public pour répondre à leurs besoins d'approvisionnement en fournitures essentielles.
- L'UNFPA et divers partenaires, dont la Coalition pour les fournitures de santé en matière de procréation, ont obtenu des ministres de la santé de l'Afrique de l'Ouest l'engagement d'allouer des ressources budgétaires pour l'approvisionnement en fournitures, de mettre en place des comités nationaux de coordination de la RHCS et d'inscrire les contraceptifs sur leur liste de médicaments essentiels.

LA TRAGÉDIE DES INDIENNES QUI NE SONT JAMAIS NÉES

En Inde, l'UNFPA a apporté son concours au gouvernement pour appliquer une démarche globale visant à mettre un terme à l'élimination des filles, soit par sélection du sexe de l'enfant à naître, soit par infanticide. Ces pratiques sont très généralement non détectées, non réprimées, non sanctionnées et non déplorées dans l'ensemble du pays. Les progrès technologiques ont contribué à modifier le ratio hommes : femmes à la naissance dans des proportions sans précédent.

Dans l'État d'Haryana, où les déséquilibres du ratio filles/garçons sont parmi les plus marqués, des femmes se sont associées pour constituer des « forums d'éveil » visant à promouvoir les droits des filles. Pour contrer la tentation qu'inspirent les énormes profits liés aux services d'identification du sexe des fœtus et aux avortements, ces groupes font valoir aux familles et aux médecins que les coûts sociaux sont bien plus élevés. Dans l'État d'Himachal Pradesh, le gouvernement a récemment abrogé les lois pénalisant les représentants élus qui choisissent d'avoir plus de deux enfants, tandis qu'au Punjab, les dirigeants religieux ont émis des édits et menacé d'excommunier les couples qui pratiquent l'avortement des fœtus féminins.

Photo : UNFPA-Inde



Un dirigeant religieux signe un document par lequel il s'engage à condamner la pratique de la sélection du sexe de l'enfant à naître, lors d'une réunion organisée avec l'appui de l'UNFPA ayant pour thème : « Les filles manquantes de l'Inde : la foi pour l'action contre la sélection fondée sur le sexe ». La réunion, coparrainée par la Fondation internationale de l'art de vivre, a eu lieu à New Delhi en novembre.